



LE CENTRE POUR LE DÉVELOPPEMENT
MONDIAL

Indice de l'engagement pour le développement 2023

ÉDITION SPÉCIALE 20E ANNIVERSAIRE

L'Indice de l'**engagement pour le développement (Commitment to Development Index, CDI)** classe 40 des pays les plus puissants sur la base des politiques ayant une incidence sur le développement mondial. Dans un monde de plus en plus interconnecté, les décisions des pays les plus riches ont des répercussions qui vont bien au-delà de leurs frontières et affectent souvent de manière disproportionnée les populations des plus pauvres et les plus vulnérables. Pourtant, une prospérité accrue au niveau mondial profiterait à tous, en créant de nouvelles opportunités économiques et commerciales, en stimulant l'innovation et en réduisant les risques liés aux crises sanitaires, sécuritaires et climatiques. Étant donné que le développement ne se limite pas à l'usage qui est fait de l'aide étrangère, le CDI couvre huit domaines politiques distincts :

**FINANCEMENT DU
DÉVELOPPEMENT**
Quantité et Qualité

ÉCHANGES
Investissements
Migration
Commerce

BIENS PUBLICS MONDIAUX
Environnement
Santé
Sécurité
Technologie

Comment le CDI est-il calculé ?

Nous évaluons les pays en fonction de plus de 40 indicateurs afin d'établir des classements pour chacune des huit composantes politiques, et de mesurer l'engagement global de chaque pays en faveur du développement. Les pays obtiennent de bonnes notes grâce aux pratiques suivantes : financement du développement de bonne qualité, transparence des investissements, faibles barrières commerciales favorisant les échanges avec les pays en développement et politiques migratoires ouvertes et encourageant l'intégration. Les politiques qui améliorent les biens publics mondiaux, telles que la promotion de la santé mondiale par la prévention des maladies, le soutien à la recherche technologique, la protection de la biodiversité et du climat et les contributions à la sécurité mondiale, entraînent également des scores élevés.

Quels sont les résultats des pays évalués ?

La Suède est en tête du CDI cette année, suivie de **l'Allemagne** en deuxième position, puis de la **Norvège**, qui complète le podium. La Suède se classe première en matière de financement du développement, de migration et d'environnement, et deuxième en ce qui concerne la santé. Elle dispose toutefois d'une marge de progression en matière de technologie, les niveaux de collaboration dans la recherche étant relativement faibles. Bien que la

Suède conserve la tête du classement, son avance sur les autres pays les plus performants s'est réduite.

L'Allemagne se place en deuxième position, gagnant cinq places par rapport au CDI précédent. Elle doit notamment cette progression à une augmentation substantielle de son financement du développement international, qui est passé de 0,46 % à 0,61 % de son revenu national brut (RNB). **La Norvège** occupe quant à elle la troisième place du podium avec des scores élevés en matière de financement du développement et de technologie – elle est notamment première en ce qui concerne l'investissement – mais ses performances commerciales et environnementales sont faibles en raison de ses fortes subventions agricoles et d'une production élevée de combustibles fossiles.

La Finlande et la **France** complètent le top cinq, la première se classant première en matière de santé et la deuxième obtenant un score élevé pour ses

RAPPORTS PAR PAYS ET RÉSULTATS COMPLETS

Rendez-vous sur le site cgdev.org/cdi pour explorer le portail webinteractif et découvrir où se classe votre pays. Vous trouverez plus d'informations sur le CDI, y compris le modèle de données complet sur le site du projet à l'adresse cgdev.org/project/commitment-development-index.

INDICE DE L'ENGAGEMENT POUR LE DÉVELOPPEMENT 2023

Chacune des composantes est fondée sur une série d'indicateurs de l'efficacité des politiques, lesquels sont normalisés et pondérés en fonction de leur importance pour le développement.

FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

Financement du développement	Financement du développement - Quantité
	Financement du développement - Qualité

ÉCHANGES

Investissements	Opacité financière
	Entreprises et droits de l'homme
	Ressources naturelles
	Lutte contre la corruption
	Accords d'investissements
	Alignement des taux d'imposition des sociétés
Migration	Afflux de migrants
	Femmes immigrées
	Accueil des réfugiés
	Conventions internationales sur les migrations
	Politiques d'intégration
Commerce	Moyenne tarifaire
	Pics tarifaires
	Subventions agricoles
	Logistique commerciale
	Restrictions sur le commerce des services

BIENS PUBLICS MONDIAUX

Environnement	Émissions de gaz à effet de serre
	Ambition CDN
	Production de combustibles fossiles
	Soutien aux combustibles fossiles
	Tarifification du carbone
	Subventions au secteur de la pêche
	Accords sur la biodiversité et l'environnement
Santé	Résistance antimicrobienne
	Couverture vaccinale
	Préparation aux pandémies
	Traités
	Restrictions à l'exportation sur les produits alimentaires liés à la santé
	Chaînes d'approvisionnement du tabac
Sécurité	Contributions au maintien de la paix
	Femmes Casques bleus
	Protection des voies maritimes
	Commerce des armes
	Conventions internationales sur la sécurité
Technologie	Soutien du gouvernement
	Avantages fiscaux
	Étudiants étrangers
	Étudiantes
	Collaboration en matière de recherche
	Droits de propriété intellectuelle

politiques de soutien à l'investissement dans les pays en développement.

Le **Royaume-Uni** a perdu deux places au classement général, en partie en raison d'une série de coupes dans son budget consacré aux aides – le financement du développement international étant passé de 0,63 % à 0,41 % du RNB – mais aussi car ces aides sont désormais moins ciblées sur les bénéficiaires les plus pauvres.

Compte tenu de l'importance économique des pays du G20, nous incluons dans le classement neuf pays à revenu intermédiaire. L'**Afrique du Sud** atteint le rang le plus élevé du groupe, en se classant à la 25e place grâce à des contributions supérieures à la moyenne en matière de technologie, de sécurité et de migration. Le **Brésil** et la **Turquie** lui emboîtent le pas avec des scores relativement élevés en matière d'investissement et de migration.

Les évolutions dans le classement peuvent refléter des changements de politique ou des améliorations dans les données. Les **Émirats arabes unis** ont grimpé de sept places et sont 32es au classement général, mais sont premiers en matière de technologie. Des données récemment publiées ont permis d'observer que ce pays accueille le nombre le plus important d'étudiants étrangers dans le supérieur par rapport à sa population étudiante nationale, les revenus moyens dans les pays d'origine de ces étudiants étant les sixièmes les plus bas parmi les pays du CDI. La **Grèce** et la **Suisse** ont également gagné cinq places ou plus.

Progrès ou déclin collectif ?

Tandis que les classements mettent en évidence les performances de chaque pays par rapport aux autres puissances économiques, l'analyse des indicateurs met en lumière les zones de progrès ou de déclin collectifs.

Pour chacune des huit composantes, la plupart des indicateurs mesurant les dépenses des pays enregistrent une tendance à la hausse, avec des résultats mitigés pour le développement. Dans plus de la moitié des pays évalués par le CDI, l'expansion budgétaire à la suite de la pandémie de COVID-19 s'est traduite par une augmentation des subventions aux combustibles fossiles néfastes pour le climat, par des subventions agricoles ayant faussé les échanges et par des aides à la pêche qui précipitent l'épuisement des stocks... Côté positif, un nombre équivalent de pays a également augmenté les dépenses dans la recherche technologique, en consacrant notamment des efforts substantiels aux incitations fiscales pour les entreprises privées.

En ce qui concerne le financement du développement, le bilan est mitigé. Une majorité des pays du CDI ont augmenté les dépenses par rapport à la taille de leurs économies, notamment pour répondre aux répercussions persistantes de la crise de COVID-19. Cependant, plusieurs acteurs disposant de budgets de développement plus importants en termes de valeur absolue – comme le Royaume-Uni, la Norvège et la Chine – ont choisi de réduire leurs dépenses.

Notons également que plus des trois quarts des pays du CDI accueillent moins de migrants, les restrictions de déplacement mises en œuvre pendant la COVID-19 ayant affecté de manière disproportionnée l'immigration en provenance des pays à faible revenu.

Tendances et perspectives de développement

La moitié des pays du CDI ont également enregistré une baisse des taux de vaccination nationaux pour les vaccins hors COVID-19, ce qui marque une inversion de la progression à long terme dans la couverture vaccinale.

Le 20e anniversaire du CDI intervient à mi-parcours de la réalisation de l'Agenda 2030 et des objectifs de développement durable (ODD). La publication de cette année survient également dans un contexte de défis majeurs, tels que l'impact budgétaire de la pandémie de COVID-19, les tensions sur le pouvoir d'achat, les vagues de réfugiés et la fréquence croissante des événements climatiques. Cette section analyse les réponses des pays à ces défis dans **trois domaines majeurs**.

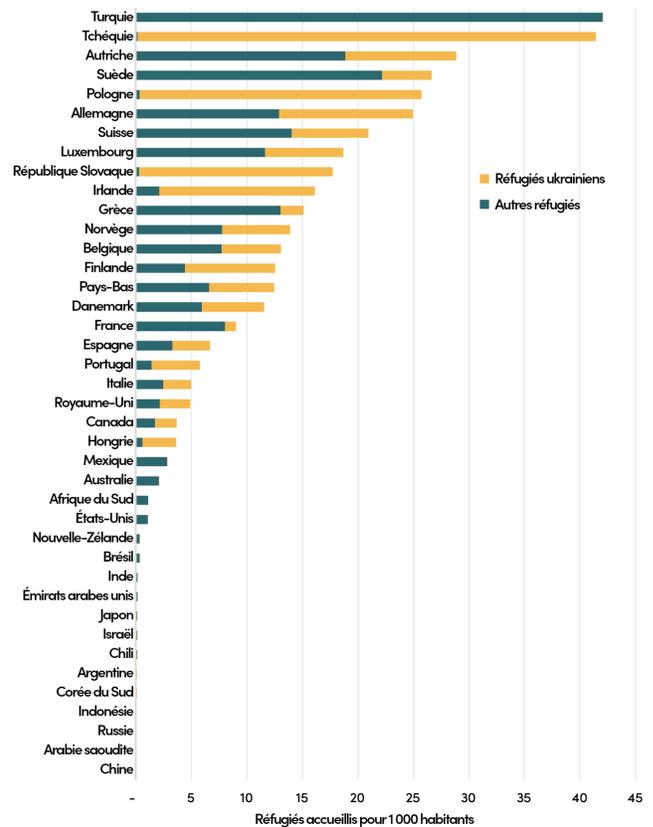
1. La priorité au développement compromise par la désastreuse invasion de l'Ukraine par la Russie

Outre son impact dévastateur sur le peuple ukrainien, l'invasion russe a eu des conséquences majeures dans le monde entier. Alors que certains pays ont décidé d'intensifier l'aide au développement, d'autres l'ont, au contraire, remise en question. Les éditions précédentes du CDI avaient reflété le faible engagement de la Russie en faveur du développement – elle se classait parmi les derniers chaque année où elle était évaluée, avec des scores particulièrement bas en matière de sécurité en raison du « **potentiel conflictuel** » élevé lié à ses ventes d'armes au **niveau mondial**. Cette année, nous avons ajusté le score de la Russie sur deux indicateurs pour faire apparaître comme négative sa contribution au maintien de la paix. Et nous avons décidé de ne pas lui reconnaître l'accueil de réfugiés ukrainiens. Compte tenu des scores reflétant son manque d'engagement envers le développement, la Russie se situe à la dernière place du classement du CDI.

Dans le sillage de l'invasion, d'autres pays ont été contraints d'intensifier leur engagement en faveur du développement, en **accueillant des réfugiés** dans l'urgence. La **Tchéquie**, la **Pologne**, la **République slovaque** et l'**Irlande** ont multiplié par au moins huit les admissions de réfugiés par rapport aux niveaux d'avant-guerre. Ces efforts mettent d'autant plus en évidence l'importance de l'accueil continu de réfugiés syriens par la **Turquie**, qui reste le pays le mieux classé pour cet indicateur. Pourtant, bon nombre de ces pays n'ont pas obtenu d'aussi bons résultats en matière de politiques d'intégration et de protection des migrants. Il reste à voir si les récents afflux de réfugiés conduiront, à terme, à une amélioration des mesures d'intégration.

Les pénuries alimentaires résultant de l'invasion ont également conduit certains pays à mettre en œuvre de nouvelles **restrictions commerciales sur les produits alimentaires**, ce qui a exacerbé l'inflation partout ailleurs et affecté la sécurité nutritionnelle et sanitaire des économies à faible revenu. Même en excluant l'effet des sanctions visant la Russie, nous constatons que des pays comme l'**Argentine**, le **Canada**, l'**Inde**, l'**Indonésie**, la **Turquie** et la **Nouvelle-Zélande** ont imposé des restrictions à l'exportation sur plus de 10 types de produits alimentaires, ce qui a eu un impact négatif sur les pays en développement au cours des deux dernières années.

Figure 1. Accueil de réfugiés en 2022



Note : les réfugiés ukrainiens en Russie ne sont pas comptabilisés dans le score de la Russie

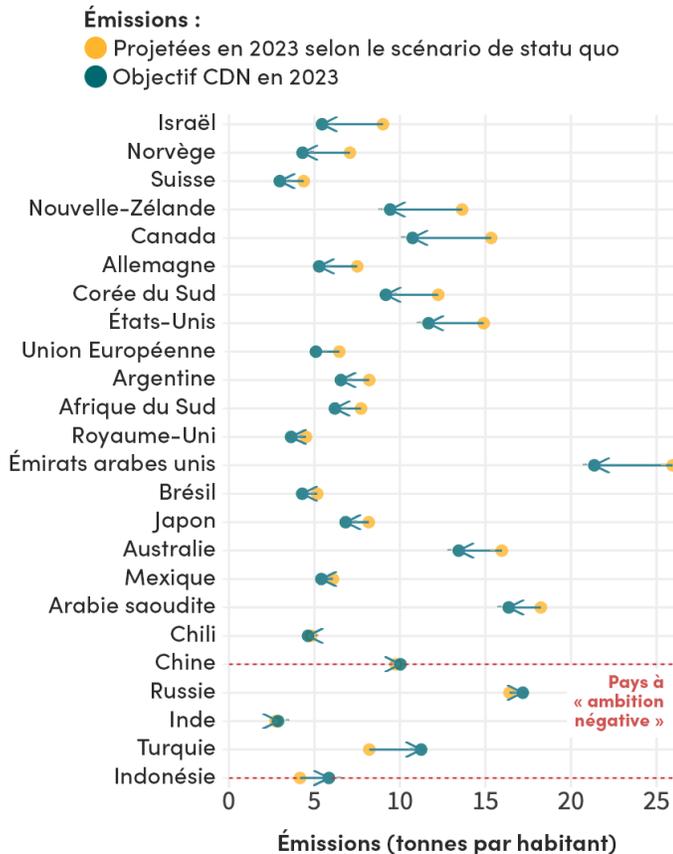
L'impact de la guerre est encore loin d'apparaître pleinement dans les données disponibles utilisées pour élaborer le CDI. Or **des effets négatifs sur le financement du développement transfrontalier sont à prévoir** car les fonds sont désormais redirigés en priorité vers l'accueil des réfugiés, la reconstruction de l'Ukraine, ainsi que les **subventions aux combustibles fossiles**, augmentées par les gouvernements pour contrecarrer la hausse des prix de l'énergie.

2. Climat : passer des paroles aux actes

Le changement climatique est de plus en plus reconnu comme étant la menace la plus grave pour le développement et l'humanité. Les catastrophes liées au climat, telles que les inondations de 2022 au Pakistan, sont plus fréquentes et tragiques, et elles menacent de réduire à néant des années de progrès durement acquis en matière de développement. Au-delà du débat public sur les volumes du financement climatique destinés aux pays en développement, la composante environnementale du CDI examine dans quelle mesure les politiques nationales des pays les plus puissants soutiennent (ou entravent) les objectifs climatiques mondiaux. Les pays que nous évaluons ont un impact démesuré sur les tendances climatiques mondiales : ils représentent environ 74 % des émissions mondiales actuelles de gaz à effet de serre.

Dans ce domaine, les tendances sont mitigées. D'une part, pendant la pandémie de COVID-19, les émissions

Figure 2. Réductions prévues des émissions de GES en 2030



Note : Les pays sont classés du meilleur au pire, selon le pourcentage de réduction que représenterait l'atteinte de l'objectif CDN au-delà des projections actuelles.

(à l'exception de celles liées à l'utilisation des terres) ont généralement diminué dans les pays du CDI – selon les dernières données, **37 pays ont réduit leurs émissions par habitant**. D'autre part, dans tous les pays du CDI pour lesquels des données sont disponibles, les **subventions gouvernementales aux combustibles fossiles ont augmenté** entre 2019 et 2021 pour atteindre 322 milliards de dollars (passant de 0,28 % à 0,38 % du RNB), avant même la prise en compte des mesures répondant aux pics des prix de l'énergie les plus récents.

Cette année, nous avons également intégré un nouvel indicateur qui porte sur le niveau d'ambition des plans de réduction des émissions (les Contributions déterminées au niveau national, ou CDN, soumises par les pays à la CCNUCC). Il évalue dans quelle mesure ces plans représentent une réduction des émissions au-delà des objectifs d'émission à l'horizon 2030 sur la base des politiques actuelles. En moyenne, les pays du CDI prévoient de réduire les émissions de 17 % par rapport aux projections. Cependant, certains pays, tels que l'**Indonésie**, la **Turquie**, la **Russie**, l'**Inde** et la **Chine**, ne montrent que peu ou pas d'ambition dans ce domaine, au point que les objectifs de leurs CDN représenteraient une augmentation des émissions au-delà des projections actuelles.

En outre, il est permis de douter du réalisme de certains pays « ambitieux », à l'image d'**Israël** et de la **Norvège**, dont les objectifs climatiques audacieux ne sont pas

soutenus par des politiques fortes. Israël, par exemple, est l'un des neuf pays du CDI à ne pas mettre en œuvre de système de tarification du carbone, et la Norvège a le taux de production de combustibles fossiles le plus élevé de tous les pays du CDI. Ces chiffres peuvent révéler une certaine incohérence des politiques – qui consiste à demander aux pays à faible revenu d'éviter les combustibles fossiles, tout en faisant peu d'efforts pour les réduire dans les pays à revenu élevé.

3. La technologie est primordiale mais les acteurs « traditionnels » du développement sont à la traîne

La création et la diffusion des connaissances sont, à bien des égards, des aspects fondamentaux pour le développement, qu'il s'agisse des soins de santé de base qui sauvent les vies de mères et d'enfants, des fondements des économies manufacturières et basées sur les compétences, ou encore des technologies renouvelables qui visent le développement durable. Or dans le contexte de la pandémie de COVID-19, de nombreux pays se sont plaints du fait que **l'accès à des nouvelles technologies vitales**, telles que les vaccins, n'était pas équitable.

Cette année, la composante technologique est dominée par les **Émirats arabes unis**, la **Corée du Sud** et l'**Autriche**. L'**Afrique du Sud** se classe 6e, l'**Arabie saoudite** 8e et la **Chine** 15e, tandis que les **États-Unis**, souvent considérés comme étant le centre mondial de l'innovation, n'arrivent qu'en 28e position. La **Suède**, qui arrive 1re au classement général du CDI, se situe également dans la moitié inférieure en matière de technologie. Comment expliquer ces résultats ?

La composante technologique évalue les politiques qui soutiennent la recherche et le développement (R&D) nationaux – et donc les politiques qui permettront à long terme d'enrichir les connaissances à l'échelle mondiale. Toutefois, elle évalue surtout les politiques qui encouragent le transfert et la diffusion des technologies, en particulier auprès des pays les plus pauvres. La **Corée du Sud** a les dépenses de R&D les plus élevées du CDI, et de nombreux acteurs « traditionnels », tels que l'**Autriche**, la **Norvège**, la **France**, l'**Allemagne**, les **Pays-Bas** et le **Japon**, consacrent également au moins 1 % de leur RNB à la R&D.

Mais de nombreuses économies émergentes sont en tête en termes de diffusion des technologies. Les **Émirats arabes unis** sont le pays qui accepte le plus grand nombre d'étudiants étrangers : plus de 70 % de ses étudiants du supérieur viennent de l'étranger et, pour la plupart d'entre eux, de pays relativement plus pauvres. L'**Arabie saoudite** et l'**Afrique du Sud** sont leaders cette année dans la collaboration en matière de recherche, leurs universitaires se tournant davantage que les autres pays du CDI vers des partenaires issus de pays à faible revenu pour mener leurs recherches. La **Chine** et l'**Indonésie**, de leur côté, présentent les dispositions les plus favorables au développement en matière de droits de propriété intellectuelle dans leurs accords de libre – échange avec les pays en développement. Dans ce domaine, les pays de l'UE et les États-Unis ont une approche plus restrictive que celle énoncée dans les règles de l'Organisation mondiale du commerce. Il s'agit d'une occasion manquée pour de nombreux pays du CDI, car les échanges commerciaux et le partage des progrès technologiques conditionnent la croissance économique.

20 ans d'évaluation de l'engagement pour le développement

Il y a 20 ans, le CDI était publié pour la première fois. Depuis 2003, le panorama du développement a changé et le CDI a évolué à mesure que nous comprenions mieux ce et ceux qui étaient les principaux vecteurs de développement.

La première édition du CDI, publiée quelques années seulement après l'établissement des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), n'examinait que six composantes et n'évaluait que 21 pays. La figure 3 montre l'évolution de ces pays fondateurs sur l'ensemble de la période. En 2003, les **Pays-Bas** étaient à la première place, avec des scores élevés en matière d'aide (financement du développement) et de commerce, mais ils ont depuis chuté dans le classement. Le pays le mieux classé cette année, la **Suède**, occupait le 8e rang en 2003, avec des résultats médiocres en matière de sécurité et d'investissement.

Il y a vingt ans, la guerre en Irak faisait prendre conscience de l'importance de la sécurité pour le développement. L'invasion de l'Ukraine par la Russie l'année dernière a rappelé de manière brutale les effets néfastes des conflits armés, avec une flambée des prix du pétrole et des denrées alimentaires au détriment du développement. Comme au début des années 2000, la viabilité de la dette est devenue un enjeu pressant. Le fardeau de la dette de nombreux pays a en effet été alourdi par la hausse des taux d'intérêt en raison de la reprise post-pandémie, alors qu'il y a vingt ans, cette hausse était imputable à une croissance économique soutenue.

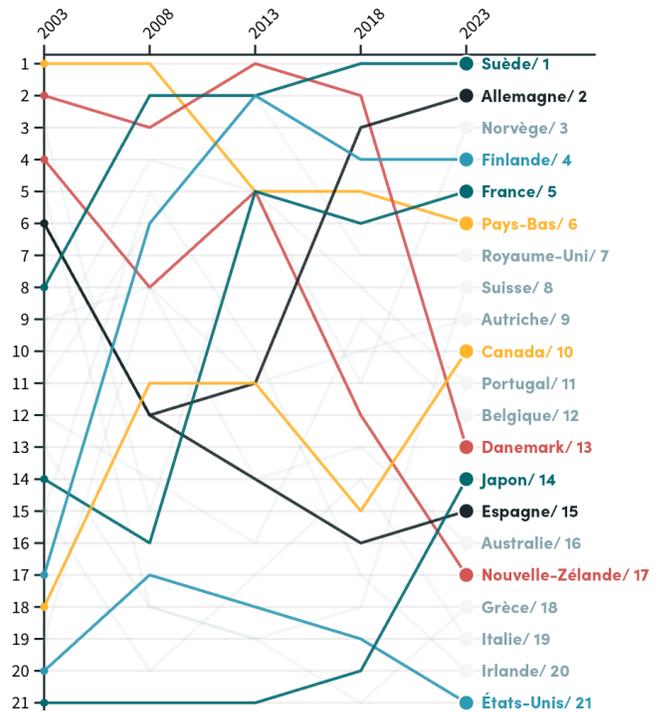
Les autres évolutions notables dans le classement au cours des 20 dernières années sont celle du **Japon**, qui était régulièrement dernier durant la première décennie, et celles de la **Finlande**, la **France** et l'**Allemagne**, qui ont considérablement progressé. Le **Danemark**, les **Pays-Bas**, la **Nouvelle-Zélande** et l'**Espagne** ont relâché leur engagement. Les **États-Unis** ont stagné dans le quart inférieur du classement, tandis que le Canada a progressé.

L'examen d'une poignée d'indicateurs clés du CDI au cours de ces 20 années réserve quelques bonnes surprises. La migration annuelle vers les 40 pays du CDI, par exemple, a augmenté de près de 50 %, en passant de près de 4 millions à 5,9 millions par an. Les dépenses de recherche et développement sont passées de 0,66 % à 0,75 % du RNB. En ce qui concerne le commerce, 33 pays sur 40 ont abaissé la moyenne des tarifs douaniers.

En matière de financement du développement, les efforts des fournisseurs traditionnels – tels qu'identifiés par le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE – ont été marqués de 2003 à 2013, passant de 0,24 % à 0,30 % du RNB, mais le financement transfrontalier a stagné depuis. La **Chine** et d'autres économies à revenu intermédiaire ont néanmoins ajouté au financement total un supplément d'environ un sixième sur toute la période. Les émissions globales de gaz à effet de serre ont, certes, augmenté de 40 % mais 30 pays (pas les plus grands) ont réduit leurs émissions par habitant.

Au cours de ces deux décennies, la convergence entre les « économies émergentes » – notamment les BRICS – et les acteurs traditionnels du développement nous a incités à élargir la couverture du CDI. De plus, la tran-

Figure 3. Classements au CDI au fil des ans pour les 21 pays d'origine



Note : Les changements de classement reflètent non seulement l'évolution des performances mais également les améliorations méthodologiques successives entreprises par l'indice

sition des OMD aux ODD a traduit la volonté de mener un programme de développement plus global, ce qui a toujours été un objectif clé du CDI. Afin de refléter l'importance croissante des biens publics mondiaux, deux composantes ont été ajoutées depuis 2003 : la technologie (en 2004) et la santé (en 2021). Cependant, alors que les ODD se concentrent sur les résultats et sur tous les pays, le CDI met l'accent sur la façon dont les politiques des économies les plus puissantes peuvent faire une immense différence. Aujourd'hui, les 40 pays du CDI incluent tous les membres du G20 et représentent 88 % de l'économie mondiale, 74 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre et 73 % du commerce mondial. À l'approche de l'échéance de 2030 pour la réalisation des ODD, le CGD continuera d'évaluer de manière chiffrée les puissances et leurs efforts politiques pour soutenir le développement.

CDI 2023

Pays	Rang global	FINANCEMENT	ÉCHANGES			BIENS PUBLICS MONDIAUX				Rang ajusté au revenu
		Financement	Investissements	Migration	Commerce	Environnement	Santé	Sécurité	Technologie	
Suède	1	1	5	1	6	1	2	11	26	1
Allemagne	2	5	4	6	4	6	4	19	9	3
Norvège	3	3	1	9	31	17	6	6	4	20
Finlande	4	9	12	10	7	16	1	7	29	10
France	5	14	2	23	14	5	13	24	7	4
Pays-Bas	6	6	27	14	1	10	9	12	16	13
Royaume-Uni	7	11	7	22	8	12	10	2	17	5
Suisse	8	12	13	16	21	7	5	22	18	29
Autriche	9	22	14	12	15	14	14	9	3	14
Canada	10	16	3	15	10	34	18	13	5	12
Portugal	11	20	24	5	18	2	19	10	12	2
Belgique	12	7	26	7	12	24	8	25	20	16
Danemark	13	4	17	26	13	20	17	8	27	27
Luxembourg	14	2	37	4	23	21	15	27	14	32
Japon	15	17	10	32	5	29	3	17	13	15
Espagne	16	21	11	13	9	3	23	23	33	7
Australie	17	31	6	27	2	38	7	14	10	25
Tchéquie	18	26	18	8	20	13	12	20	23	6
Nouvelle-Zélande	19	33	16	18	3	27	27	16	11	22
Grèce	20	24	15	2	27	9	37	18	32	8
Italie	21	15	8	20	17	11	29	21	38	17
Slovaquie	22	25	21	31	24	4	11	1	37	11
Irlande	23	8	22	19	22	28	22	3	36	35
Corée du Sud	24	32	20	29	34	26	28	31	2	24
Afrique du Sud	25	23	35	17	32	31	21	15	6	9
États-Unis	26	18	25	28	11	37	30	5	28	38
Hongrie	27	30	29	35	30	8	20	4	31	19
Pologne	28	28	19	21	26	18	32	26	34	18
Chili	29	34	28	11	16	15	39	32	35	23
Brésil	30	29	9	25	38	25	36	28	21	21
Turquie	31	19	30	3	33	35	38	35	39	26
Émirats arabes unis	32	13	40	30	19	40	26	38	1	37
Arabie saoudite	33	10	39	36	28	39	16	37	8	34
Indonésie	34	27	31	39	37	30	33	29	24	28
Mexique	35	36	33	34	35	22	24	30	40	30
Chine	36	39	32	40	29	23	35	36	15	33
Israël	37	40	23	33	25	32	34	39	22	40
Inde	38	38	36	38	40	19	25	34	30	31
Argentine	39	35	34	24	39	33	40	33	25	36
Russie	40	37	38	37	36	36	31	40	19	39

À propos du CDI

L'Indice de l'engagement pour le développement est établi chaque année depuis 2003 par le Center for Global Development (CGD). Le CGD œuvre à réduire la pauvreté mondiale et à améliorer les conditions de vie par le biais de recherches économiques novatrices qui promeuvent de meilleures politiques et pratiques de la part des décideurs mondiaux de premier plan.

Ian Mitchell dirige les activités du CDI, avec une contribution majeure de Beata Cichocka et Edward Wickstead. Le CDI 2023 s'appuie sur les travaux des éditions précédentes de Lee Robinson, Anita Käppeli, Owen Barder, David Roodman et Nancy Birdsall. Le CDI bénéficie du soutien financier du programme de développement efficace du CGD Europe, notamment les contributions des gouvernements de l'Australie, du Canada, de l'Allemagne, du Luxembourg et de la Suède. Le CDI ne reflète pas la position officielle des bailleurs de fonds. Les auteurs sont responsables de toutes les décisions méthodologiques et des informations et opinions exprimées dans le présent document.